



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/153 du 10 octobre 2024
imposant des prescriptions complémentaires à
la société WILLIAM SAURIN PRODUCTION
pour son installation située 81/89 avenue du Général Leclerc
sur le territoire de la commune de Saint-Thibault-des-Vignes (77 400)**

VU le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V,

VU la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite directive dite « IED » (Industrial Emissions Directive)

VU la décision d'exécution (UE) n° 2019/2031 du 12/11/19 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 06 septembre 2023, portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté interministériel du 8 juillet 2022 portant nomination d'une directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n°23/BC/162 du 26 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 /04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d) ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2IC 006 du 13 janvier 1999 autorisant la société PANZANI WILLIAM SAURIN à poursuivre l'exploitation par une régularisation de la situation administrative de l'usine de fabrication de plats cuisinés ;

VU l'arrêté préfectoral n°03 DAI 2 IC 254 du 1^{er} septembre 2003 imposant des prescriptions complémentaires pour la prévention des risques légionellose dans les installations ;

VU l'arrêté préfectoral n°04 DAI 2 IC 341 du 25 novembre 2004 imposant des prescriptions complémentaires à la société WILLIAM SAURIN mettant en œuvre les mesures visant à réduire les prélèvements d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants ;

VU arrêté préfectoral complémentaire n°09 DAIDD 1. IC 360 du 23 décembre 2009 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique par la société WILLIAM SAURIN sise à Saint-Thibault-des-Vignes ;

VU le courrier préfectoral du 9 mai 2006 prenant acte de l'antériorité des tours aéroréfrigérantes ;

VU le courrier préfectoral du 1^{er} février 2010 prenant acte de la mise à l'arrêt de la chaudière n°2 ;

VU le courrier préfectoral du 11 septembre 2014 mettant à jour le classement des installations autorisées ;

VU le courrier préfectoral du 31 décembre 2014 mettant à jour la situation administrative de la société WILLIAM SAURIN PRODUCTION ;

VU le dossier de demande de réexamen des émissions industrielles transmis par la société WILLIAM SAURIN le 22 janvier 2021 complété les 15 janvier, 8 février et le 23 avril 2024 ;

VU le rapport E/24-1767 du 30 juillet 2024 de l'inspection des installations classées porté à la connaissance de l'exploitant ;

VU le courrier préfectoral E/24-1768 du 31 juillet 2024 de transmission à la société WILLIAM SAURIN d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire et l'invitant à formuler ses observations sur ce projet ;

VU les observations de l'exploitant transmises par courrier du 13 septembre 2024 sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire précité ;

CONSIDÉRANT que les éléments du dossier de réexamen déposé par la société WILLIAM SAURIN justifient la conformité de l'installation aux conclusions sur les meilleurs techniques disponibles du BREF FDM (secteur de l'agroalimentaire) ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des prescriptions de l'arrêté du 27 février 2020 susvisé, et du rapport de réexamen IED, il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2IC 006 du 13 janvier 1999 susvisé au regard de :

- de l'actualisation du tableau des rubriques ICPE de l'arrêté préfectoral en intégrant les rubriques 3000 et précisant la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation ;
- de la surveillance périodique du sol et de sa fréquence conformément à l'article R. 515-60 point f) du Code de l'environnement ;
- des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux pour prendre en compte les valeurs limites d'émission prévues dans la nouvelle convention de rejet ;
- de la surveillance annuelle des COVT dans les rejets gazeux issus du fumoir à viande ;

CONSIDÉRANT que le réexamen des conditions d'autorisation de cette installation n'entre pas dans le cadre des dispositions de l'article L. 515-29 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

La société WILLIAM SAURIN PRODUCTION, dont le siège social est situé 2 rue du Docteur Lombard, à Issy-les-Moulineaux (92 130), est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune Saint-Thibault-des-Vignes (77 400), sous réserve du respect des prescriptions de l'autorisation antérieure datée du 13 janvier 1999 (AP n°99 DAI 2IC 006), des arrêtés préfectoraux complémentaires du 1er septembre 2003 (AP n°03 DAI 2 IC 254), du 25 novembre 2004 (AP n°04 DAI 2 IC 341) et du 23 décembre 2009 (AP n°09 DAIDD 1 IC 360), modifiées et complétées par celles du présent arrêté, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 4 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du Code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 6 : Notification et exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Torcy,
- le Maire de Saint-Thibault-des-Vignes,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Île-de-France
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 10 octobre 2024

*Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,*



AGNÈS COURET

Destinataires d'une copie :

- Le Sous-Préfet de Torcy,
- Les Maires de Saint-Thibault-des-Vignes,
- La Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- Le Chef du département évaluation environnementale du service connaissance et développement durable de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS),
- Le Directeur départemental des territoires (DDT),
- La Directrice départementale de l'agence régionale de santé (ARS).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Destinataires d'une copie :

- Le Sous-Préfet de Torcy,
- Les Maires de Saint-Thibault-des-Vignes,
- La Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- Le Chef du département évaluation environnementale du service connaissance et développement durable de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS),
- Le Directeur départemental des territoires (DDT),
- La Directrice départementale de l'agence régionale de santé (ARS).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, sous peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par la lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Table des matières

TITRE 1 - Caractéristiques de l'établissement.....	7
ARTICLE 1.1 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	7
ARTICLE 1.2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	7
ARTICLE 1.3 - Respect des autres législations et réglementations.....	9
TITRE 2 - Surveillance environnementale.....	11
ARTICLE 2.1 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	11
ARTICLE 2.2 - Prévention de la pollution atmosphérique.....	11
ARTICLE 2.3 - Surveillance périodique de l'environnement.....	12

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

TITRE 1 - CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 1.1 - MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2IC 006 du 13 janvier 1999 sont modifiées ou bien complétées par les dispositions des articles listés dans le tableau suivant :

Articles de l'APC	Articles modifiés de l'AP	Articles ajoutés
1.1		1.1. « Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs »
1.2	2.1 (Titre 1)	
1.3		3.3 (Titre 1)
1.4		3.4 (Titre 1)
2.1	6.3.1 (Titre 3, Chapitre I)	
2.2	4.1 (Titre 3, Chapitre 2)	
2.3		1.1 (Titre 3, Chapitre VI – Surveillance de l'environnement)

ARTICLE 1.2 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le tableau présenté à l'article 2.1 du titre 1 de l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2IC 006 du 13 janvier 1999 et listant les installations ICPE est remplacé par le présent tableau :

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Quantité/capacité maximale	Régime
3642-3-a) (rubrique principale)	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 1. Uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes de produits finis par jour 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production : a) Supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour b) Supérieure à 600 tonnes de produits finis par jour	191 t/j A = 18 à 25 Production en : 2009 : 237 t/j 2012 : 209 t/j 2013 : 203 t/j 2015 : 191 t/j	A

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

	<p>lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an</p> <p>3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour :</p> <p>a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10</p> <p>b) Supérieure à $[300 - (22,5 \times A)]$ dans tous les autres cas où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de masse) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis</p> <p>Nota. - L'emballage n'est pas compris dans la masse finale du produit. La présente rubrique ne s'applique pas si la matière première est seulement du lait.</p>		
2220-2 a)	<p>Préparation et conservation de produits d'origine végétale par cuisson et appertisation.</p> <p>2. Autres installations</p> <p>La quantité de produits entrant étant :</p> <p>a) Supérieure à 10t/j</p>	75 t/j	E
2221-1	<p>Préparation et conservation de produits d'origine animale par cuisson et appertisation.</p> <p>La quantité de produits entrant étant :</p> <p>1. Supérieure à 4 t/j</p>	43 t/j	E
2921-1 a)	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW</p>	4 178 kW	E
2910-A-2	<p>Combustion</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, (...) si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Chaudières mixtes gaz naturel/fioul utilisées pour la fabrication de vapeur d'eau.</p> <p>Puissance thermique globale : 19,1 MW</p>	DC
1510-2 c)	<p>Entrepôt couvert (stockage de plus de 500 tonnes de matières combustibles)</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³</p>	<p>3 zones d'entrepôts représentant un volume de 14 700 m³</p>	D

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

2925-1	Atelier de charge d'accumulateurs. 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (étant supérieure à 50 kW	110,5 kW	D
1532	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues	920 m³	NC
1511	Entrepôt frigorifique	< 5 000 m³	NC
4735	Ammoniac	91,3 kg	NC
1185	Gaz à effet de serre fluorés	39,4 kg	NC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	2,34 t	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	1,7 t (stockage aérien) de GNR pour alimenter les groupes motopompes	NC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Les installations visées par la rubrique n° 3642 relèvent de la directive n° 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution). Au titre de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique n° 3642-3-a de la nomenclature constitue la rubrique principale de l'activité. Le BREF « Industries agro-alimentaires et laitières (FDM) » constitue le document de référence applicable à cette rubrique principale.

ARTICLE 1.3 - RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Le tableau suivant vient compléter l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2IC 006 du 13 janvier 1999.

En complément des actes administratifs dédiés, les installations de la société WILLIAM SAURIN PRODUCTION sont réglementées par les arrêtés ministériels suivants :

Date	Textes
02/02/1998	Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
27/02/2020	Arrêté relatif aux MTD applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

29/05/2000	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d)".
23/03/2012	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
14/12/2013	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
11/04/2017	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
14/12/2013	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
03/08/2018	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.
07/07/2009	Arrêté relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.
04/10/2010	Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
29/02/2012	Arrêté du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

TITRE 2 - SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE

Les dispositions du présent titre viennent modifier les prescriptions du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2IC 006 du 13 janvier 1999.

ARTICLE 2.1 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Le tableau présenté à l'article 6.3.1 / Eaux industrielles du titre 3, chapitre I de l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2IC 006 du 13 janvier 1999 est remplacées par le suivant :

Paramètre	VLE autorisée au titre de la convention de déversement	Autosurveillance assurée par l'exploitant : Fréquence de mesure
MES	300 mg/l	journalière
DCO*	1500 mg/l	journalière
DBO5*	500 mg/l	hebdomadaire
Azote total	150 mg/l (NTK)	hebdomadaire
Phosphore total (Pt)	15 mg/l	hebdomadaire
Chlorures	500 mg/l	mensuelle

* Le rapport DCO/DBO5 ne doit pas excéder 3

ARTICLE 2.2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Les dispositions de l'article 4.1 du titre 3, chapitre II de l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2IC 006 du 13 janvier 1999 sont complétées pour inclure la surveillance des rejets canalisés dans l'air des installations de traitement et de la transformation de la viande selon les termes suivants :

L'exploitant réalise une surveillance annuelle des concentrations en composés organiques volatils totaux (COVT) en sortie du fumoir à viande.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

ARTICLE 2.3 - SURVEILLANCE PÉRIODIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

Cet article vient compléter le titre 3 de l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2IC 006 du 13 janvier 1999 en créant un chapitre VI.

La surveillance de l'état des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés, selon les normes en vigueur, au minimum tous les 10 ans.